



**Programme des  
Nations Unies pour  
l'environnement**

Distr.  
GÉNÉRAL

UNEP/OzL.Pro/ExCom/47/18  
26 octobre 2005



FRANÇAIS  
ORIGINAL : ANGLAIS

COMITÉ EXÉCUTIF  
DU FONDS MULTILATÉRAL AUX FINS  
D'APPLICATION DU PROTOCOLE DE MONTRÉAL  
Quarante-septième réunion  
Montréal, 21-25 novembre 2005

**BUDGET DU PROGRAMME D'AIDE À LA CONFORMITÉ ET  
PROGRAMME DE TRAVAIL DU PNUE POUR L'ANNEE 2006**

Les documents de pré-session du Comité exécutif du Fonds multilatéral aux fins d'application du Protocole de Montréal sont présentés sous réserve des décisions que pourrait prendre le Comité exécutif.

Par souci d'économie, le présent document a été imprimé en nombre limité. Aussi les participants sont-ils priés de se munir de leurs propres exemplaires et de s'abstenir de demander des copies supplémentaires.

## OBSERVATIONS ET RECOMMANDATIONS DU SECRÉTARIAT DU FONDS

### DESCRIPTION DU PROJET

1. Le programme de travail du Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) de l'exercice 2006, qui est soumis à la 47<sup>e</sup> réunion, comprend le budget proposé pour le Programme d'aide à la conformité (PAC) du PNUE évalué à 7 770 000 \$US, plus les coûts d'appui des agences de 8% qui s'élèvent à 621 600 \$US.

2. Il convient de rappeler que le Comité exécutif, dans sa décision 44/27, a approuvé le budget du PAC du PNUE de l'année 2005 pour un montant de 7 157 544 \$US, plus les coûts d'appui de 572 604 \$US. À la même occasion, il a également convenu :

« De demander au PNUE de continuer de rendre compte au Comité exécutif de l'allocation et de l'utilisation actuelles des coûts d'appui au programme de 8 pour cent entre les services de soutien liés à la mise en œuvre du Programme d'aide à la conformité et les coûts de soutien administratif demandés par le Bureau des Nations Unies à Nairobi. »

3. Dans sa proposition (jointe au présent document), le PNUE a donné un récapitulatif des réalisations du PAC pendant l'année en cours, à savoir :

- 100 pour cent de communications de données sur la consommation par les 145 pays visés à l'article 5 concernant toutes les substances réglementées pour les années 2000 à 2003, inclusivement ;
- l'organisation de visites de pays, de réunions bilatérales et de modalités régionales spécifiques pour répondre aux questions de conformité, notamment : un groupe consultatif régional pour l'Asie du Sud et le Pacifique afin de donner des conseils et des orientations aux pays connaissant des problèmes de conformité ; un groupe de contact du réseau Europe et Asie centrale pour appuyer l'Albanie et la Bosnie-Herzégovine à atteindre et à maintenir la conformité, et la conclusion d'un accord bilatéral afin de permettre aux Maldives d'acheter des CFC du Sri Lanka en quantités suffisamment petites pour pouvoir respecter leur engagement de conformité ;
- la facilitation de la communication entre les pays concernés et le Comité d'application ;
- l'aide dans l'application de mesures législatives de contrôle : 79 pour cent des 145 pays visés à l'article 5 disposent de systèmes d'autorisation, et 54 pour cent ont appliqué des systèmes de quotas d'importation ;
- l'appui aux nouvelles Parties par le renforcement des capacités et le transfert de compétences, notamment par le recours à la coopération sud - sud ;
- le renforcement des capacités pour les nouveaux fonctionnaires du service de l'ozone ;
- des mesures pour faciliter la lutte contre le commerce illicite, notamment des mécanismes d'échange d'information et mise en œuvre d'un mécanisme volontaire de consentement préalable entre la Chine, le Kirghizistan et le Kazakhstan.

4. Le PNUE a indiqué qu'il compte fournir davantage d'information dans le cadre de son rapport périodique annuel sur les activités de l'année 2005, lequel il va soumettre à la 49<sup>e</sup> réunion.

### **Changements apportés au budget du PAC**

5. Le budget du PAC proposé pour l'exercice 2006, y compris les 8 pour cent de coûts d'agence de 8 391 600 \$US, dépasse le budget 2005 approuvé de 8,6 pour cent. Le budget original du PAC pour l'année 2003, approuvé en 2002, devait être de 4 pour cent supérieur à celui de 2002 afin de tenir compte de l'inflation. Tous les budgets approuvés depuis lors ont dépassé celui de l'exercice précédent de plus de 4 pour cent, suite à l'approbation de demandes de majorations plus élevées dans des domaines spécifiques. Cependant, le chiffre de 4 pour cent a été utilisé chaque année dans l'élaboration des projets de budget comme un accroissement « standard » pour la plupart des lignes budgétaires afin de prendre en considération l'inflation. Le PNUE a adopté la même approche dans l'élaboration du projet de budget pour l'exercice 2005.

6. Le PNUE a également indiqué qu'à part l'inflation, l'accroissement du projet de budget est essentiellement dû à l'intégration des activités d'information mondiales et régionales dans le PAC (alors qu'elles étaient auparavant financées comme des amendements de programmes de travail séparés) pour un montant proposé de 353 160 \$US, y compris les coûts d'appui. Sans ces activités d'information mondiales et régionales, l'accroissement du budget du PAC proposé pour l'année 2006 serait exactement de 4 pour cent. À cet égard, le PNUE a fait référence à la décision 45/7 entérinant son plan d'activités pour 2005-2007, par laquelle le Comité exécutif lui a demandé de retirer de ce plan les activités relatives à la préparation d'une trousse de journaliste et de soumettre de nouveau la proposition dans le cadre du PAC.

7. Les différences majeures entre les budgets 2005 approuvé et 2006 proposé pour le PAC sont indiquées ci-après.

#### Coûts liés au personnel

8. Dans le budget 2006 du PAC, il est proposé que les coûts du personnel des projets (ligne budgétaire 1199) augmentent de 5,1 pour cent dans l'ensemble (l'équivalent de 167 644 \$US). À part l'accroissement lié à l'inflation, la majoration est due au fait que la proportion du traitement du Chef d'agence imputée au budget du PAC est passée de 75 à 85 pour cent. Lorsque le budget du PAC a été approuvé pour la première fois, 25 pour cent du financement du poste provenaient d'autres sources du PNUE. Celui-ci a signalé qu'avec la séparation des branches Énergie et ActionOzone, le poste de Chef d'agence est maintenant à temps plein. Les coûts des services généraux et du personnel temporaire (ligne budgétaire 1399) montrent une légère baisse (534 \$US), en grande partie suite au fait que l'inflation n'a pas été prise en considération. Un accroissement faisant suite à la création d'un poste d'assistant à temps plein pour le coordinateur du réseau Europe et Asie centrale (à partir du poste actuel à mi-temps) est compensé généralement par une réduction de la ligne budgétaire 1317, Assistance temporaire au PAC. Les fonds qui restent à la ligne 1317 (53 000 \$US) seront utilisés pour couvrir les imprévus liés aux congés et à la charge de travail.

### Coûts d'exploitation

9. L'accroissement demandé pour les voyages du personnel est au total 3,8 pour cent.

10. Le financement réparti entre les régions des réseaux pour appuyer la sous-traitance d'expertise technique dans les domaines désignés a été approuvé pour la première fois dans le budget de l'année 2005, à concurrence de 90 000 \$US (ligne budgétaire 2299). Pour l'exercice 2006, il est demandé 154 000 \$US, un accroissement de 71 pour cent. Le PNUE a indiqué que l'accroissement est nécessaire pour pouvoir financer les études de l'usage analytique et de laboratoire des CTC dans la région Asie-Pacifique, et les applications sanitaires et préalables à l'expédition du bromure de méthyle (20 000 \$US supplémentaires), et évaluer les besoins d'élimination dans les secteurs maritimes et d'installations pétrolières offshore (40 000 \$US de plus).

11. Un accroissement de 25 600 \$US (18 pour cent) est demandé pour la ligne budgétaire 2302 afin de pouvoir produire le bulletin ActionOzone en langue russe, une activité financée pour la première fois en 2004 en tant que projet à part.

12. Sous le volet formation (chapitre 30 du budget), le PNUE a transféré le financement de la coopération sud - sud (voyages), qui était auparavant aux lignes budgétaires 3202-3206, aux lignes 3312-3316 (réunions/conférences) afin de se conformer aux règles financières et administratives de l'ONU. Cependant, le PNUE demande en outre un accroissement total de 23 000 \$US pour les lignes budgétaires 3312 – 3316, jusqu'à un nouveau total de 172 000 \$US.

### **Expansion du programme**

13. Le volet sous-traitance (lignes budgétaires 2212-2216) contient une requête d'un total de 207 000 \$US pour la poursuite des projets annuels de sensibilisation, financés séparément chaque année depuis 2001 dans le cadre des amendements des programmes de travail du PNUE et exécutés par chaque région. Les informations détaillées sur ce programme sont fournies en Annexe IV de la communication du PNUE sur le PAC.

14. Tel que recommandé dans la décision 45/7 (a) (iv), le PNUE a également inclus une requête de 20 000 \$US pour une trousse de journaliste dans le budget du PAC (une partie de la ligne 2305), plutôt que de la soumettre comme un projet séparé dans les amendements des programmes de travail.

15. Sous la ligne budgétaire 2305, le PNUE demande également 100 000 \$US pour la production de matériels de média adaptables destinés à la journée internationale de l'ozone. Cette organisation précise que la démarche vise à intégrer dans le budget du PAC une prolongation d'un projet séparé similaire approuvé à la 45<sup>e</sup> réunion, pour un montant de 120 000 \$US. Le projet vise la production de matériels de média et de sensibilisation de haute qualité, qui seraient utilisés lors de la journée internationale de l'ozone et tout au long de l'année. De tels matériels sont facilement adaptables aux besoins nationaux et peuvent être traduits dans les langues locales et reproduits par les Unités nationales de l'ozone. Les informations détaillées sur ce programme sont de même fournies en Annexe IV de la proposition du PNUE sur le PAC.

## Utilisation du budget en 2004

16. Du budget du PAC pour l'année 2003, le PNUE a retourné à la 46<sup>e</sup> réunion un total de 293 348 \$US, plus 8 pour cent de coûts d'appui de 23 468 \$US. Néanmoins, du budget du PAC de l'exercice 2004, cette institution jusqu'aujourd'hui n'a pas encore retourné de fonds quelconques.

## OBSERVATIONS

### Projet de budget global

17. Les facteurs clés du projet de budget du PAC du PNUE pour l'exercice 2006 sont les suivants :

- a) Un projet de budget de base de 8 083 440 \$US (y compris les coûts d'appui) ; il représente les prévisions ainsi que la réallocation entre un certain nombre de lignes budgétaires afin de tenir compte, entre autres, d'un accroissement de 75 à 85 pour cent du coût du poste de Chef d'agence, d'un assistant à temps plein du coordinateur régional pour l'Europe et l'Asie centrale, et d'un financement accru de la coopération sud - sud ;
- b) de nouvelles requêtes du PAC relatives à des activités de sensibilisation, et s'élevant à 353 160 \$US (y compris les coûts d'appui).

18. Concernant la partie a) ci-dessus, même si un certain nombre de lignes budgétaires affichent des accroissements de coûts, la requête est conforme au concept original du PAC, à savoir que le PNUE devrait être en mesure d'établir des priorités au sein du budget du PAC afin de tenir compte de la variation, d'année en année, des niveaux de priorités pour les activités. L'accroissement de juste 4 pour cent est conforme au taux qui est normalement prévu pour l'inflation.

19. Le Secrétariat note que la ligne budgétaire 2299 pour les ressources de sous-traitance au profit des bureaux régionaux est incluse pour la première fois dans le PAC de l'année 2005 à un montant de 90 000 \$US, pour une période d'essai d'un an. Passé ce stade, le PNUE ferait rapport au Comité sur la sous-traitance conclue au niveau régional. Le PNUE a indiqué dans sa proposition qu'il compte couvrir cette activité dans son rapport périodique de l'année 2005 (prévu pour le 1<sup>er</sup> mai 2006). Le Secrétariat ayant demandé d'être informé des progrès à ce sujet, le PNUE a fourni des détails sur les contrats financés en 2005 sous la ligne budgétaire 2299. Ces données figurent en Annexe V de sa proposition sur le PAC (joint au présent rapport), et elles indiquent qu'ont été engagés 85 000 \$US du total des fonds approuvés.

20. Concernant les nouvelles demandes du PAC (la partie b) ci-dessus), la proposition d'un financement de la sensibilisation régionale pour un montant de 207 000 \$US (sans coûts d'appui) est une continuation d'une série de projets financés pour le PNUE chaque année depuis 2001. Les activités du programme sont choisies par chacune des régions. Le projet ne constitue pas un ajout au programme global du PNUE car il a été inclus dans le plan d'activités 2005-2007

examiné à la 45<sup>e</sup> réunion. La requête de 207 000 \$US représente un accroissement de 3,5 pour cent par rapport aux niveaux annuels antérieurs approuvés.

21. Avant l'année 2005, à part les provisions associées au bulletin ActionOzone, le budget du PAC n'en contenait aucune pour les coûts de consultants. Dans le budget 2005, le Comité exécutif a approuvé un total de 130 000 \$US à cette fin, dont 90 000 \$US étaient destinés aux consultations régionales dont il est question au paragraphe 19 ci-dessus. Dans n'importe quelle organisation, il n'est pas courant que le budget global ne contienne que les salaires et les coûts opérationnels connexes, sans aucune provision budgétaire pour l'exécution des programmes. Comme on devait s'y attendre, depuis le lancement du PAC, le PNUE a toujours demandé le financement des activités de programmes par le biais de requêtes séparées contenus dans des amendements des programmes de travail. Il serait donc logique d'inclure dans le budget du PAC les activités de programme en cours qui ont un lien direct avec le PAC, telle que la requête de sensibilisation régionale dont il est question au paragraphe 20 ci-dessus.

22. Dans le même ordre d'idées, il serait plus approprié d'inclure dans le PAC tous les éléments de programmes en rapport avec les activités du PAC qui reviennent fréquemment, comme les activités en cours sur la sensibilisation. Cette approche pourrait s'appliquer aux deux éléments de sensibilisation qui restent : une nouvelle proposition d'une trousse de journaliste estimée à 40 000 \$US, et, séparément, une provision pour les activités de sensibilisation globale en cours, pour lesquelles il a été demandé au départ 130 000 \$US. Une fois incluses, ces activités deviendraient par définition des postes renouvelables dans les budgets futurs du PAC. Lorsqu'on examine les approbations antérieures des activités liées à la sensibilisation globale dans les amendements du programme de travail du PNUE (qui s'ajoutent à la provision annuelle spécifique de 200 000 \$US pour les activités régionales et le bulletin ActionOzone), l'on constate qu'en moyenne, pour les six dernières années, il a été approuvé un montant annuel de 100 000 \$US pour des activités séparées qui pourraient être classées dans la sensibilisation globale ou l'échange d'information.

23. Après avoir discuté ces questions, le PNUE a amendé la proposition pour demander à partir de l'année 2006 une provision totale de 120 000 \$US dans le budget du PAC pour toutes les activités du programme global associées à la sensibilisation publique (autres que le bulletin ActionOzone déjà financées). Il y a lieu d'examiner favorablement cette proposition, étant entendu qu'à l'avenir, le PNUE ne demanderait plus de financement séparé (par le biais d'amendements des programmes de travail) pour une quelconque activité supplémentaire de sensibilisation ou d'information publique. Par ailleurs, l'on pourrait encourager le PNUE à continuer à établir des priorités dans le financement des lignes budgétaires du PAC afin de prendre en considération l'évolution desdites priorités. Enfin, l'on s'attendrait à ce que les accroissements futurs du budget du PAC se limitent à la provision de 4 pour cent pour l'inflation, sauf lorsque les coûts d'exploitation réels (tels que les salaires et les loyers) dépassent ce niveau, ou, dans des circonstances exceptionnelles, suite à des directives du Comité exécutif.

24. Si le Comité exécutif convient avec cette proposition, le budget du PAC pour l'année 2006 CAP serait financé au niveau demandé, à savoir 7 770 000 \$US plus 8 pour cent de coûts d'appui s'élevant à 621 600 \$US, soit un accroissement total de 8,2 pour cent par rapport au budget de l'exercice 2005. Néanmoins, les accroissements annuels seraient désormais limités à un maximum de 4 pour cent.

25. À la demande du Secrétariat, le PNUE a fourni, après sa soumission initiale, les données sur les coûts d'appui au programme requises aux termes de la décision 44/27. Ce rapport figure à l'appendice I du présent document.

26. Il convient de rappeler que la Décision 35/36 d) exige du PNUE de retourner les fonds du PAC antérieur. C'est-à-dire qu'en 2005, le solde des fonds non utilisés dans le programme de 2004 devrait être remis. Cependant, les fonds non utilisés du PAC qui ont été retournés par le PNUE à la 46<sup>e</sup> réunion (juillet 2005) concernent le programme de l'année 2003. Il pourrait être demandé au Secrétariat de contacter le PNUE et d'assurer le suivi du retour des fonds non dépensés, conformément à la décision 35/36 d).

## RECOMMANDATIONS

27. À la lumière de l'information fournie par le PNUE et des commentaires ci-dessus, le Comité exécutif pourrait envisager d'approuver le budget du PAC pour l'année 2006 à un montant de 7 770 000 \$US, plus des coûts d'appui de 621 600 \$US, étant entendu que :

- a) à l'avenir, le PNUE ne pourra demander de financement séparé à travers des amendements des programmes de travail pour des activités de sensibilisation ou d'information publique, y compris le programme de sensibilisation régionale financé antérieurement à concurrence de 200 000 \$US par an ;
- b) les demandes d'accroissement futures dans le PAC seront limitées à 4 pour cent ;  
et
- c) le PNUE est encouragé à poursuivre ou à renforcer l'établissement de priorités dans l'allocation de fonds parmi les lignes budgétaires du PAC afin de prendre en considération l'évolution de ces priorités.

28. Le Comité exécutif pourrait également demander au Secrétariat de contacter le PNUE afin d'assurer le suivi du retour des fonds non dépensés, conformément à la décision 35/36 d).





# **UNEP CAP BUDGET 2006**

**Presented to the  
47th Meeting of the Executive Committee  
of the Multilateral Fund for the Implementation  
of the Montreal Protocol**

**October 2005**



**United Nations Environment Programme**

## INTRODUCTION

1. This document, as submitted for consideration to the 47<sup>th</sup> meeting of the Executive Committee of the Multilateral Fund for the Implementation of the Montreal Protocol, represents an annual core budget of the UNEP Compliance Assistance Programme (CAP) for the year 2006.
2. For the operation of CAP in 2006, UNEP is requesting a budget of **US\$ 7,770,000**, excluding programme support costs. This value includes US\$327,000 for awareness related activities, which were previously funded through separate projects. Following guidance of the Executive Committee these projects are integrated in the CAP budget for 2006.
3. Without taking into account the newly introduced awareness-related budget lines, the total value of the CAP budget for 2006 is US\$ 7,443,000. For comparison, the 2005 CAP budget approved by the 44<sup>th</sup> Meeting of the Executive Committee was US\$ 7,157,544. The increase in value of the CAP budget (less new awareness related budget lines) amounts to 4 per cent, which is within the normal limit for inflationary increase.
4. The CAP budget 2006 being submitted for consideration is contained in Annex I.

## METHODOLOGY USED FOR THE DEVELOPMENT OF THE 2006 CAP BUDGET

5. In developing the CAP budget 2006 the following methodology has been used:
  - Experience in the implementation of the regionalized CAP during 2002 – 2005 has been reviewed and analysed<sup>1</sup>.
  - 2006 will be the first year after the major phase-out targets will have been achieved by the Parties for CFCs, halon, methyl bromide, CTC and TCA. The needs of Article 5 countries and regional specifics have been assessed based on this new compliance phase as well as consultations during network meetings with countries, Implementing Agencies and bilateral partners and translated into budgetary requirements<sup>2</sup>.
  - For each budget line, a comparison has been made between the funds programmed in approved annual CAP budgets for 2003-2005 as well as actual expenditures in 2003 and 2004 and estimated expenditure till the end of 2005. This analysis has helped fine-tune the planning process and identify necessary adjustments to budget lines. Specifically,

---

<sup>1</sup> Highlights of CAP achievements from January to September 2005 are contained in Annex II. Full details of activities carried out and services provided by CAP in 2005 will be submitted to the Executive Committee as part of the regular Progress Reporting process.

<sup>2</sup> A brief description of challenges ahead of CAP in 2006 is contained in Annex III. In compliance with the established practice, UNEP will submit to the 48th meeting of the Executive Committee its 2006-2008 Business Plan with detailed information on the programme priorities, planned country-specific support for compliance, and planned activities of the Information Clearing-House.

funds from budget lines with lower priority (e.g. office supplies, hospitality, equipment rental) have been transferred to budget lines of higher priority (e.g. programmatic lines, South-South cooperation). This approach allowed targeting additional resources to priority activities while keeping the total value of the budget within the limits of 4 per cent inflationary increase.

- The following decisions of the Executive Committee have been used as guidance: 44/27 on approval of the CAP 2005 budget and 45/7 on endorsement of UNEP Business Plan 2005-2007.

## **DETAILS OF THE CAP 2006 BUDGET**

6. For easy reference, a text explaining the reason for adjustments to the budget has been added against respective budget lines in Annex I. Main changes introduced in the CAP budget 2006 are outlined below:

7. Salary line of Branch Head: In view of the importance of assistance in the implementation of the Montreal Protocol to be delivered by UNEP to Article 5 countries, a new OzonAction Branch was separated from the Energy and OzonAction Branch in 2005. In 2002-2005, 75 per cent of Branch Head's salary was covered from the CAP budget and 25 per cent from projects in the energy efficiency area. In 2006, UNEP is requesting to cover 85 per cent of Branch Head salary from the CAP budget. The remaining 15 per cent would be covered from the Environment Fund for activities relating to the interface of the implementation of the Montreal Protocol with other Conventions on Chemicals and Climate Change.

8. Staff salary lines: Professional and General Service staff salary lines have been adjusted (increased or decreased) to reflect estimated staff costs in 2006.

9. Temporary assistance: Originally the temporary assistance line was mainly required to support the establishment of CAP. With all CAP staff members on board since mid-2005, the temporary assistance line has been reduced from US\$ 97,352 in 2005 to US\$ 53,000 in 2006. The remaining funds in this line are intended to be used in time of peak workload, for conferences, maternity replacement or sickness in accordance with UN administrative and financial regulations.

10. Full-time post to support the ECA Network: A half-time post of assistant to Regional Network Coordinator for Europe and Central Asia was approved in 2004 by decision 44/27 of the Executive Committee. The number of member countries of the European/Central Asian Network increased since the time of its inception in 2003 from 10 to 13 countries due to re-classifications from Article 2 to Article 5. The scope of thematic work of the Network has enhanced considerably. The above considerations and experience of the first two years of the European/Central Asian Network operation show that a full-time assistant is required to ensure effective and timely support to the countries. The funds for upgrade of a half-time post to a full-time post have been re-allocated from existing budget lines 1317 and 4101.

11. Programmatic budget lines: The 44<sup>th</sup> Meeting of the Executive Committee approved the introduction of new programmatic budget lines for all regions on a one-year trial basis (decision 44/27). These funds have been used in 2005 to provide technical assistance through local and regional experts for such activities as: assistance to Sri Lanka and Nepal in their activated carbon and laboratory uses respectively; development of a Manual for new Ozone Officers; technical support to English-speaking Caribbean countries in CTC/TCA phase-out; conduction of a survey on methyl bromide uses in Mozambique; and sub-regional consultations to harmonize ODS regulations. A report on sub-contracts entered into at a regional level and outcome of activities funded from the programmatic lines will be submitted along with a UNEP Progress Report 2005. To respond to emerging needs of Article 5 countries, UNEP is requesting the continuation of programmatic lines arrangement to, *inter alia*, undertake with support of sector-specific and region-specific experts such activities as inventory surveys for laboratory and analytical uses of CTC in select countries and assess the ODS phase-out needs in the Maritime and Oil off-shore sectors.

12. Regional awareness raising project: Following guidance of the Executive Committee, new budget lines 2212-2216 have been introduced to integrate the extension of the Regional Awareness Raising project in the CAP budget. Previously this project in the amount of US\$ 200,000 constituted a part of the UNEP Business Plan (GLO/SEV/42/TAS/255). The project proved to be a useful tool to enhance the awareness of the Montreal Protocol objectives at the regional level. A brief description of activities undertaken under this project is contained in Annex IV. A final report on the project implementation will be presented to the 49<sup>th</sup> meeting as a part of UNEP's Progress Report 2005.

13. Global awareness materials: Following guidance of the Executive Committee, new budget line 2305 has been introduced to integrate the extension of the global project "Effective Awareness Materials" (GLO/SEV/45/TAS/263) in the CAP budget. The requested funding is US\$ 100,000. For comparison, 45<sup>th</sup> meeting of the Executive Committee approved this project at the amount of US\$ 120,000. The project aims at producing attractive media and awareness materials for use during the International Ozone Day and throughout the year. Such materials are easily adaptable to national requirements and can be translated and reproduced by National Ozone Units in local languages. A brief description of activities undertaken under this project is contained in Annex IV. A final report on the project implementation will be presented to the 49<sup>th</sup> meeting as a part of UNEP's Progress Report 2005.

14. Journalists' kit: In compliance with decision 45/7 of the Executive Committee, UNEP has included the development of a kit for journalists in the CAP budget 2006 (line 2305). The requested funding is US\$ 20,000. It is proposed to start the development of the kit in 2006 using the requested funding and finalise it in 2007 using US\$ from the CAP budget for 2007.

15. OzonAction Newsletter: An increase in the budget line for production of the OzonAction Newsletter is required to accommodate translation and printing of the Russian version of the Newsletter. In 2004-2005 the costs associated with the Russian version have been covered from a separate Business Plan project (GLO/SEV/39/TAS/248).

16. South-South/North-South expert travel: An increase is required in line for expert travel in South Asia and Pacific to provide assistance in MDI, laboratory and analytical uses of CTC and

methyl bromide alternatives. The required funds for this purpose have been transferred from other budget lines and as such the increase in this line has no implications to the total value of the CAP budget for 2006.

18. Administrative costs in Paris: On the basis of analysis of actual expenditures incurred in 2003 and 2004 as well as estimated expenditure till the end of 2005, values of several budget lines administered from the Paris office have been reduced to reflect expected needs in 2006. These lines are 4101 (office supplies), 4201 (office equipment), 5101 (rental and maintenance of office equipment). In addition the budget line 5401 (hospitality) has been discontinued.

### **DECISIONS/GUIDANCE REQUESTED FROM THE EXECUTIVE COMMITTEE**

19. UNEP requests decisions or guidance from the Executive Committee on the following matters:

- Approval of the increased share of salary costs of the Head of OzonAction Branch from 75 per cent in 2005 to 85 per cent in 2006.
- Approval of a full-time General Service post to assist the Regional Network Coordinator for Europe and Central Asia instead of a half-time post.
- Approval of the inclusion of new budget lines for global and regional awareness related activities at the funding level similar to that of previously approved projects.
- Approval of the CAP budget for 2006 as contained in Annex I.



## DRAFT CAP 2006 BUDGET (in USD)

						CAP 2002	CAP 2003	CAP 2004	CAP 2005	CAP 2006			COMMENTS AND JUSTIFICATION FOR INCREASE/REDUCTION
						approved ExCom 36	approved ExCom 38	approved ExCom 41	approved by ExCom 44	Without new info/ awareness lines	New info/ awareness lines	Total	
<b>10 PROJECT PERSONNEL COMPONENT</b>													
1100	Project personnel												
	Title	Location	Grade	m/y									
1101	Head of Branch	Paris	D1	10	132.000	137.280	142.771	144.271	170.000		170.000		A new OzonAction Branch has been separated from the Energy and OzonAction Branch. In the future a full-time salary of Head of the OzonAction Branch should be covered from the CAP budget. In the previous years, 75% of Branch Head's salary was covered from the CAP budget and 25% from projects in the energy efficiency area. In 2006, UNEP requests to cover 85% of Branch Head salary. The remaining 15% would be covered from the Environment Fund for activities relating to the interface of the implementation of the Montreal Protocol with other Conventions on Chemicals and Climate Change.
1102	Network & Policy Manager	Paris	P5	12	150.500	156.520	162.781	164.781	171.000		171.000		
1103	Capacity Building Manager	Paris	P4	12	129.500	134.680	140.067	142.067	147.000		147.000		
1104	Information Manager	Paris	P4	12	129.500	134.680	140.067	142.067	147.000		147.000		
1105	Monitoring & Administration Officer	Paris	P3	12	108.500	112.840	117.354	119.354	124.000		124.000		
1106	Information Officer	Paris	P3	12	108.500	112.840	117.354	119.354	124.000		124.000		
1107	Helpdesk Officer	Paris	P2	12	87.500	91.000	94.640	96.640	101.000		101.000		
1108	IS/RMP/CP Officer	Paris	P3	12	108.500	112.840	117.354	119.354	124.000		124.000		
1109	IT Specialist	Paris	P3	6	54.250	56.420	58.677	59.677	62.000		62.000		
1110	ROA RNC (English)	Nairobi	P4	12	118.400	123.136	135.825	141.258	147.000		147.000		
1111	ROA Policy & Enforcement Officer	Nairobi	P4	12	118.400	123.136	135.825	141.258	147.000		147.000		
1112	ROA RMP Officer	Nairobi	P3	12	92.200	95.888	101.640	105.706	110.000		110.000		
1113	ROA MB Officer	Nairobi	P3	12	92.200	95.888	101.640	105.706	110.000		110.000		
1114	ROLAC RNC	Mexico	P4	12	108.864	113.219	120.000	124.800	130.000		130.000		
1115	ROLAC Policy & Enforcement Officer	Mexico	P4	12	108.864	113.219	120.000	124.800	130.000		130.000		
1116	ROLAC RMP Officer	Mexico	P3	12	89.586	93.169	108.977	113.336	118.000		118.000		
1117	ROLAC MB Officer	Mexico	P3	12	89.586	93.169	108.977	113.336	118.000		118.000		
1118	ROAP-SA RNC	Bangkok	P4	12	110.000	114.400	130.000	135.200	150.000		150.000		Value is increased to reflect estimated staff costs
1119	ROAP Policy & Enforcement Officer	Bangkok	P4	12	110.000	114.400	130.000	135.200	120.000		120.000		Value is decreased to reflect estimated staff costs
1120	ROAP RMP Officer	Bangkok	P3	12	85.000	88.400	106.000	110.000	120.000		120.000		Value is increased to reflect estimated staff costs
1121	ROAP MB Officer	Bangkok	P3	12	85.000	88.400	106.000	110.000	140.000		140.000		Value is increased to reflect estimated staff costs
1122	ROWA RNC	Bahrain	P4	12	109.000	113.360	135.000	140.400	146.000		146.000		
1123	ROWA RMP Officer	Bahrain	P3	12	109.000	113.360	127.000	132.080	137.000		137.000		
1124	ROWA Halon Officer	Bahrain	P3	12	89.500	93.080	127.000	132.080	137.000		137.000		
1125	ROA RNC (French)	Nairobi	P4	12	118.400	123.136	135.825	141.258	147.000		147.000		
1126	RNC Europe/Central Asia	Paris	P3	12	0	0	136.500	119.354	124.000		124.000		
1199	Sub-total					2.642.750	2.748.460	3.157.274	3.233.336	3.401.000		3.401.000	
1300	Programme Assistance (General Service staff)												
	Title/Description	Location	Level	m/m									
1301	Secretary Chief	Paris	G6	12	74.000	76.960	80.038	83.240	85.000		85.000		
1302	Assistant Network Manager	Paris	G5	12	67.000	69.680	72.467	75.366	76.000		76.000		
1303	Assistant Clearinghouse	Paris	G6	12	67.000	69.680	72.467	75.366	85.000		85.000		
1304	Assistant Monitoring & Administration	Paris	G5	12	67.000	69.680	72.467	75.366	76.000		76.000		
1305	Assistant IS/RMP/CP	Paris	G5	12	67.000	69.680	72.467	75.366	76.000		76.000		
1306	Assistant Programme	Paris	G5	12	67.000	69.680	72.467	75.366	76.000		76.000		
1307	Assistant Data & Documentation	Paris	G5	12	67.000	69.680	72.467	75.366	76.000		76.000		

					CAP 2002	CAP 2003	CAP 2004	CAP 2005	CAP 2006			COMMENTS AND JUSTIFICATION FOR INCREASE/REDUCTION	
					approved ExCom 36	approved ExCom 38	approved ExCom 41	approved by ExCom 44	Without new info/ awareness lines	New info/ awareness lines	Total		
	1309	ROA RNC Assistant	Nairobi	G5	12	21.600	22.464	23.820	24.773	26.000		26.000	
	1310	ROA Office Assistant	Nairobi	G5	12	21.600	22.464	23.810	24.762	26.000		26.000	
	1311	ROLAC RNC Assistant	Mexico	G5	12	40.500	42.120	45.000	46.800	48.000		48.000	
	1312	ROLAC Office Assistant	Mexico	G5	12	40.500	42.120	45.000	46.800	48.000		48.000	
	1313	ROAP-SA RNC Assistant	Bangkok	G5	12	23.000	23.920	39.000	39.000	35.000		35.000	Value is decreased to reflect estimated staff costs
	1314	ROAP Office Assistant	Bangkok	G5	12	23.000	23.920	39.000	39.000	35.000		35.000	Value is decreased to reflect estimated staff costs
	1315	ROWA RNC Assistant	Bahrain	G5	12	35.000	36.400	36.400	37.856	39.000		39.000	
	1316	ROWA Office Assistant	Bahrain	G5	12	35.000	36.400	30.000	31.200	32.000		32.000	
	1317	Temporary assistance CAP				100.000	115.880	170.515	97.352	53.000		53.000	Value is decreased since all CAP staff members are already on board. The remaining amount is required for maternity leave replacement, assistance in meeting logistics, peak situations, etc. in Paris and the Regional Offices
	1318	Assistant to RNC ECA	Paris	G5	12	0	0	0	37.683	76.000		76.000	The work in Europe and Central Asia is supported by only one professional staff member (Regional Network Coordinator). A full-time assistant is required to ensure support in organisation of meetings and implementation of networking activities in the region in an efficient and timely manner. The funds for upgrade of a half-time post to a full-time post have been re-allocated from existing budget lines 1317 and 4101.
	1399	Sub-total				875.700	860.728	967.385	968.534	968.000		968.000	
	1600	Travel on official business (UNEP staff)											
	1601	Paris staff travel				250.000	200.000	200.000	208.000	213.000		213.000	
	1602	ROA staff travel				50.000	90.000	120.000	150.000	154.000		154.000	
	1603	ROLAC staff travel				50.000	80.000	95.000	98.800	102.000		102.000	
	1604	ROAP-SA staff travel				40.000	75.000	78.000	81.120	83.000		83.000	
	1605	ROWA staff travel				20.000	70.000	90.000	93.600	96.000		96.000	
	1606	ECA staff travel				0	0	20.800	25.000	26.000		26.000	
	1699	Sub-total				410.000	515.000	603.800	656.520	674.000		674.000	
	1999	COMPONENT TOTAL				3.928.450	4.184.188	4.728.459	4.858.390	5.043.000		5.043.000	
	20	SUB CONTRACT COMPONENT											
	2200	Sub-contracts (MOUs/LAs for supporting organizations)											
	2202	Sub-contracts with supporting organizations ROA				0	0	0	50.000	52.000		52.000	The funds are required to provide focused technical expertise in some designated areas
	2203	Sub-contracts with supporting organizations ROLAC				0	0	0	10.000	11.000		11.000	The funds are required to provide focused technical expertise in some designated areas
	2204	Sub-contracts with supporting organizations ROAP				0	0	0	10.000	30.000		30.000	The funds are required to prepare an inventory of laboratory and analytical uses of CTC in select countries and to identify QPS uses of methyl bromide and disseminate information on alternatives in selected countries.
	2205	Sub-contracts with supporting organizations ROWA				0	0	0	5.000	45.000		45.000	The funds are required to assess ODS phase-out needs in the Maritime and Oil off-shore sectors. The activity is agreed upon with the Network.
	2206	Sub-contracts with supporting organizations ECA				0	0	0	15.000	16.000		16.000	The funds are required to conduct a review and revision of the existing ODS import/export licensing systems
	2212	Regional awareness raising ROA								46.000		46.000	Regional Awareness Raising Project is integrated in CAP budget as per guidance of ExCom
	2213	Regional awareness raising ROLAC								69.000		69.000	Regional Awareness Raising Project is integrated in CAP budget as per guidance of ExCom
	2214	Regional awareness raising ROAP								46.000		46.000	Regional Awareness Raising Project is integrated in CAP budget as per guidance of ExCom
	2215	Regional awareness raising ROWA								23.000		23.000	Regional Awareness Raising Project is integrated in CAP budget as per guidance of ExCom



		CAP 2002	CAP 2003	CAP 2004	CAP 2005	CAP 2006			COMMENTS AND JUSTIFICATION FOR INCREASE/REDUCTION	
		approved ExCom 36	approved ExCom 38	approved ExCom 41	approved by ExCom 44	Without new info/ awareness lines	New info/ awareness lines	Total		
	2216	Regional awareness raising ECA					23.000	23.000	Regional Awareness Raising Project is integrated in CAP budget as per guidance of ExCom	
2299	Sub-total		0	0	0	90.000	154.000	207.000	361.000	
2300	Sub-contracts (for commercial purposes)									
	2301	Technical support for information systems	75.000	78.000	60.000	62.400	65.000		65.000	
	2302	OzonAction Newsletter	100.000	104.000	135.000	140.400	166.000		166.000	Value is increased by 20,000 to accommodate production of OzonAction Newsletter in Russian, which was previously funded from a separate project GLO/SEV/39/TAS/248
	2303	Illustration/graphics/layout design	40.000	41.600	15.000	15.600	16.000		16.000	
	2304	Exhibition/outreach	0	0	0	20.000	20.000		20.000	
	2305	Adaptable media materials for the International Ozone Day/Journalist kit	0	0	0	0	120.000		120.000	"Effective awareness materials" project is integrated in CAP budget as per guidance of ExCom at a reduced funding level (\$100,000). Production of a journalists kit is integrated in CAP budget as per decision 45/7 of ExCom (\$20,000).
2399	Sub-total		215.000	223.600	210.000	238.400	267.000	120.000	387.000	
2999	COMPONENT TOTAL		215.000	223.600	210.000	328.400	421.000	327.000	748.000	
30	TRAINING COMPONENT									
3200	Travel									
	3202	ROA South-South cooperation	0	20.000	30.000	31.200	0		0	Funds are moved to line 3312
	3203	ROLAC South-South cooperation	0	20.000	30.000	31.200	0		0	Funds are moved to line 3313
	3204	ROAP South-South cooperation	0	20.000	30.000	31.200	0		0	Funds are moved to line 3314
	3205	ROWA South-South cooperation	0	15.000	30.000	31.200	0		0	Funds are moved to line 3315
	3206	ECA South-South cooperation	0	0	15.000	25.000	0		0	Funds are moved to line 3316
3299	Sub-total		0	75.000	135.000	149.800	0		0	
3300	Meetings/conferences									
	3301	Advisory and Consultative Meetings - Paris	75.000	78.000	81.120	84.365	68.000		68.000	Value is decreased to reflect actual costs. Funds are re-allocated to other budget lines
	3302	ROA network meetings/thematic workshops	198.000	201.000	220.000	240.000	246.000		246.000	
	3303	ROLAC network meetings/thematic workshops	145.000	145.800	160.000	166.400	171.000		171.000	
	3304	ROAP-SA network meetings/thematic workshops	56.000	60.000	80.000	83.200	86.000		86.000	
	3305	ROWA network meetings/thematic workshops	56.000	65.000	70.000	72.800	75.000		75.000	
	3306	ECA network meetings/thematic workshops	0	0	124.800	135.000	138.000		138.000	
	3312	ROA South-South cooperation					32.000		32.000	These costs were covered from budget line 3202 in 2003-2005. The funds are transferred to line 3312 to comply with UN administrative and financial rules
	3313	ROLAC South-South cooperation					37.000		37.000	These costs were covered from budget line 3203 in 2003-2005. The funds are transferred to line 3313 to comply with UN administrative and financial rules
	3314	ROAP South-South cooperation					45.000		45.000	These costs were covered from budget line 3204 in 2003-2005. The funds are transferred to line 3314 to comply with UN administrative and financial rules. An increase is required in line for South-South cooperation in South Asia and Pacific to provide assistance in MDI, laboratory and analytical uses of CTC and methyl bromide alternatives. Related funds have been re-allocated from other budget lines.
	3315	ROWA South-South cooperation					32.000		32.000	These costs were covered from budget line 3205 in 2003-2005. The funds are transferred to line 3315 to comply with UN administrative and financial rules
	3316	ECA South-South cooperation					26.000		26.000	These costs were covered from budget line 3206 in 2003-2005. The funds are transferred to line 3316 to comply with UN administrative and financial rules
3399	Sub-total		530.000	549.800	735.920	781.765	956.000		956.000	
3999	COMPONENT TOTAL		530.000	624.800	870.920	931.565	956.000		956.000	
40	EQUIPMENT AND PREMISES COMPONENT									

		CAP 2002	CAP 2003	CAP 2004	CAP 2005	CAP 2006			COMMENTS AND JUSTIFICATION FOR INCREASE/REDUCTION	
		approved ExCom 36	approved ExCom 38	approved ExCom 41	approved by ExCom 44	Without new info/ awareness lines	New info/ awareness lines	Total		
4100	<i>Expendable equipment (items under \$1,500 each)</i>									
	4101	Office supplies - Paris and ECA	24.000	24.960	25.958	26.996	12.000		12.000	Value is decreased by US\$ 15,000 to reflect actual needs. Funds are re-allocated to other lines.
	4102	Office supplies - Regions	20.000	36.000	40.560	41.367	40.000		40.000	
4199	<i>Sub-total</i>		44.000	60.960	66.518	68.363	52.000		52.000	
4200	<i>Non-expendable equipment</i>									
	4201	Office equipment / computer - Paris and ECA	30.000	31.200	32.448	33.746	25.000		25.000	Value decreased by US\$ 8,000 to reflect savings due to computer leasing. Funds are re-allocated to other lines.
	4202	Office equipment / computer - Regions	26.000	37.000	50.200	51.808	50.000		50.000	
4299	<i>Sub-total</i>		56.000	68.200	82.648	85.554	75.000		75.000	
4300	<i>Rental of premises</i>									
	4301	Office rental - Paris and ECA	220.000	228.800	300.000	332.000	345.000		345.000	
	4302	Office rental - Regions	50.000	76.817	84.774	118.228	122.000		122.000	
4399	<i>Sub-total</i>		270.000	305.617	384.774	450.228	467.000		467.000	
4999	<b>COMPONENT TOTAL</b>		<b>370.000</b>	<b>434.777</b>	<b>533.940</b>	<b>604.145</b>	<b>594.000</b>		<b>594.000</b>	
50	<b>MISCELLANEOUS COMPONENT</b>									
5100	<i>Operation and maintenance of equipment</i>									
	5101	Rental and maintenance of office equipment - Paris and ECA	50.000	52.000	54.080	56.243	22.000		22.000	Value is decreased by US\$ 34,000 to reflect actual needs. Funds are re-allocated to other lines.
	5102	Rental and maintenance of office equipment - Regions	30.000	37.000	33.400	34.336	33.000		33.000	
5199	<i>Sub-total</i>		80.000	89.000	87.480	90.579	55.000		55.000	
5200	<i>Reporting cost</i>									
	5201	Reporting/reproduction costs	25.000	26.000	32.240	33.530	54.000		54.000	Value is increased by US\$ 20,000 to allow for re-production of existing documents and production of new information materials and documents in 2006. Funds are transferred from line 3301.
	5202	Translations	0	20.000	30.200	36.608	40.000		40.000	
5299	<i>Sub-total</i>		25.000	46.000	62.440	70.138	94.000		94.000	
5300	<i>Sundry</i>									
	5301	Communication & dissemination - Paris and ECA	160.000	166.400	173.056	179.978	197.000		197.000	
	5302	Communication - Regions	40.000	59.000	88.360	90.974	83.000		83.000	
5399	<i>Sub-total</i>		200.000	225.400	261.416	270.952	280.000		280.000	
5400	<i>Hospitality</i>									
	5401	Hospitality	3.000	3.120	3.245	3.375	0		0	The budget line is discontinued
5499	<i>Sub-total</i>		3.000	3.120	3.245	3.375	0		0	
5999	<b>COMPONENT TOTAL</b>		<b>308.000</b>	<b>363.520</b>	<b>414.581</b>	<b>435.044</b>	<b>429.000</b>	<b>0</b>	<b>429.000</b>	
99	<b>TOTAL DIRECT PROJECT COST</b>		<b>5.351.450</b>	<b>5.830.885</b>	<b>6.757.900</b>	<b>7.157.544</b>	<b>7.443.000</b>	<b>327.000</b>	<b>7.770.000</b>	
	<i>Programme support costs (8%)</i>		428.116	466.471	540.632	572.604	595.440	26.160	621.600	
	<b>GRAND TOTAL</b>		<b>5.779.566</b>	<b>6.297.356</b>	<b>7.298.532</b>	<b>7.730.148</b>	<b>8.038.440</b>	<b>353.160</b>	<b>8.391.600</b>	

## **HIGHLIGHTS OF CAP ACHIEVEMENTS IN 2005 (9 months)**

Selected achievements of the CAP in 2005 are given below for illustrative purposes. Full details of activities carried out and services provided by CAP in 2005 will be submitted to the Executive Committee as part of the regular Progress Reporting process.

### ***Assistance with data reporting***

The CAP assists countries with understanding data reporting requirements under Article 7, including reporting methodologies, data collection and verification and data submission procedures. The status of data reporting in 145 Article 5 countries is as follows (as of 20 September 2005):

- All Article 5 Parties declared to be in non-compliance with data reporting requirements for the years from 2001 to 2003 submitted their missing data to the Ozone Secretariat.
- 100% of Parties reported required consumption data for all controlled substances for the years from 2000 to 2003.
- 142 countries (97.9%) reported baseline data for all controlled substances.
- 110 countries (75.9%) already reported consumption data for the year 2004. The deadline of Article 7 data reporting is 30 September 2005.

### ***Special assistance to countries in actual or potential non-compliance***

- Country visits and bilateral meetings with the countries involving Implementing Agencies, the Ozone Secretariat and the Multilateral Fund Secretariat were held during 2005 at each regional network meeting to analyse underlying reasons for non-compliance and help bring countries back to compliance.
- A Regional Informal Compliance Advisory Group was set up in South Asia and the Pacific. The Group meets on the occasion of the Network meetings to provide advice and guidance to those countries of the region facing compliance problems.
- Contact Groups, which were established in 2004 under the Regional Ozone Network for Europe and Central Asia, actively supported Albania and Bosnia and Herzegovina in their efforts to achieve and sustain compliance. Two meetings of the Contact Groups were held in early 2005 focusing on issues of primary importance for Albania and Bosnia and Herzegovina: implementation of Refrigerant Management Plans and development of ODS import/export licensing systems.
- A bilateral agreement established between Maldives and Sri Lanka concerning the trade in CFCs. This agreement allows Maldives to import such quantities of CFCs from Sri Lanka, which are within acceptable limits and do not put the country at risk of non-compliance due to over-import.

### ***Facilitation of communication with the Implementation Committee***

The CAP helped a number of Parties respond to requests of the Implementation Committee. The CAP also assisted countries in non-compliance to prepare their Plans of Action for return to compliance, for submission to the Implementation Committee.

### ***Assistance in policy and legislation development and implementation***

The CAP is assisting countries in implementing their commitments to establish policy instruments for ODS management.

Of 145 Article 5 countries 134 (93%) have initiated actions in preparation, approval or implementation of regulatory policies and instruments. For comparison, 129 countries had regulatory instruments at various stages of development and implementation in 2004. Specific policy actions initiated by the countries include:

- Licensing systems (94 countries, or 65.3%, have implemented import licensing system, 8 countries have an import licensing system under approval and 32 countries are in phase of preparation).
- Quota systems (implemented in 79 countries, under approval in 5 countries, under preparation in 26 countries).
- Export control (implemented in 38 countries, under approval in 4 countries, under preparation in 8 countries)
- Ban on equipment using ODS (implemented in 64 countries, under approval in 7 countries, under preparation in 24 countries)
- Import bans (implemented in 28 countries, under approval in 2 countries, under preparation in 12 countries)
- Establishment of economic instruments (implemented in 21 countries, under approval in 3 countries, under preparation in 6 countries)
- CAP assisted the General Secretariat of Gulf Cooperation Council (GCC) in West Asia region to develop a unified regulation for ODS control and monitor in the GCC.

### ***Assistance in ratification of the ozone treaties***

With support of the UNEP Regional Director, the CAP closely worked with the Ozone Secretariat to facilitate the ratification of the Vienna Convention and the Montreal Protocol by Eritrea. CAP has prepared and is submitting for consideration of ExCom 47 a request for the preparation of a Country Programme and a Refrigerant Management Plan of Eritrea.

High-level communication initiated and several policy and technical advisory services provided to encourage Iraq to join the ozone protection treaties as soon as possible.

### ***Support to new Parties***

CAP is paying special attention to countries that recently ratified the ozone treaties, namely Afghanistan, Bhutan, Cook Islands, Nauru and Niue, through capacity building, knowledge transfer, public awareness and South-South cooperation.

### ***Capacity building of new National Ozone Officers***

Capacity building of newly appointed National Ozone Officers (NOO) have been organized through country visits of CAP staff, training of NOOs by their counterparts from well-established National Ozone Units and experience transfer at regional network meetings. CAP has also developed a Guide to National Ozone Offices containing useful information, advice and tips for new NOOs.

### ***Attractive awareness materials***

Building on the success of Ozzy Ozone video in 2004, CAP produced a set of new awareness materials featuring this colourful character: a cartoon booklet Ozzy Ozone, Defender of Our Planet; 3 TV spots (Ozzy & Isabella, Buy Ozone-Friendly Products and a short advertisement on Ozzy Video), 2 radio spots where Ozzy is transmitting an urgent message from the stratosphere about the ozone holes over South and North Poles. Website [www.ozzyozone.org](http://www.ozzyozone.org) for children provides information on issues concerning the ozone layer and an interactive section with educational games.

### ***Combating illegal trade in ODS***

This emerging issue is being addressed by the CAP through facilitation of intra-regional and inter-regional cooperation of customs and environmental authorities, assistance in introduction of trade regulations and enhanced exchange of information between producing and consuming countries.

- Members of the Regional Network for South Asia and the Pacific developed mechanisms for exchange of information between major ODS producing countries of the region and importing countries.
- A trilateral meeting was held between China, Kyrgyzstan and Kazakhstan with the aim at controlling trade in ODS in Central Asia. The participating countries agreed to use a Prior Informed Consent procedure on a voluntary basis to enhance the monitoring of ODS movements in the sub-region.

### ***Institutionalizing CAP activities***

- CAP signed a regional technical cooperation agreement with American Society for Heating, Refrigeration and Air-conditioning Engineers (ASHRAE) Chapters in West Asia aiming to provide professional technical services to the refrigeration and air-conditioning stakeholders (governmental, private and public) and to ensure that up-to-date related technical information and standards are properly introduced within the main goals, objectives, business plans and strategies of both UNEP/DTIE and ASHRAE.
- CAP facilitated the introduction of the Montreal Protocol in the work of the Arab Technical Team responsible for the implementation of MEAs under the League of Arab States (LAS). CAP currently is a member in this Committee.

## **CHALLENGES AHEAD**

Some priority areas for the CAP's intervention in 2006 are highlighted below. UNEP will submit to the 48<sup>th</sup> meeting of the Executive Committee its 2006 Business Plan with full details of programme orientation, planned country-specific support for compliance, and planned activities of the Information Clearing-House.

### ***Sustaining compliance with control measures***

In 2006, CAP will increase the efforts to help countries sustain compliance with 2005 control measures for CFCs, halons, methyl bromide, CTC and TCA as well as prepare them for the forthcoming phase-out steps in 2007 and 2010. The development of Terminal Phase-out Plans for low volume consuming countries will be among CAP's priorities in 2006.

### ***Supporting policy setting and enforcement of legislation***

CAP will focus on identifying underlying reasons for delays in the development and introduction of ODS import/export licensing systems with a view to offering solutions and providing required assistance to Parties. CAP will encourage countries, whenever possible, to introduce control of trade in methyl bromide, CTC and TCA in their ODS licensing systems.

### ***Advancing RMP implementation and follow up***

Apart from support in the implementation of RMP components in many countries, the CAP will help ensure that, once RMP is completed, national capacity built by the project will be maintained over the years, thus helping to sustain compliance. As part of networking activities, the CAP will continue drawing lessons learned and best practices in RMP implementation with a view to sharing them at the regional level.

### ***Facilitating methyl bromide phase-out***

Focus of work of CAP Methyl Bromide Officers will be on awareness raising, information sharing, continuous training and capacity building of farmers, assistance in data reporting, introduction of methyl bromide in ODS import-export licensing systems. CAP will work with other Implementing Agencies to develop a communication/ awareness raising strategy to outreach results of successful demonstration projects and other activities to all countries.

### ***Collaboration with Implementing Agencies***

Upon request, UNEP will continue providing complementary support to the implementation of investment projects on methyl bromide and halon phase-out. This will include policy and expert advice on regulatory instruments; legal and policy assistance on methyl bromide issues; advice on approaches of economically-viable halon banking, etc.

## GLOBAL AND REGIONAL AWARENESS RELATED ACTIVITIES

### Regional Awareness Projects

Starting in 2001, the Executive Committee has approved “Assistance for regional awareness raising” projects at the level of US\$ 200,000/year to help Article 5 countries meet and sustain their compliance targets through the creation of public awareness<sup>1</sup>.

This awareness is intended to reinforce and support the various national activities to implement the Montreal Protocol, including the Government’s regulations and policies, investment projects and non-investment activities.

The projects provide the 9 regional networks of ODS Officers with financial support to increase awareness raising in their respective regions; assist them in gathering support for sustaining phase-out projects by making stakeholders understand the importance of ozone protection; targeting specific sectors in ODS phase out and raising their awareness in these sectors; and developing materials that can be used on a regional basis to communicate the ozone issue.

Under these regional projects, funding is allocated to each region to undertake priority information, education and communication (IEC) activities based on a consensus by the Ozone Officers in each Regional Network.

The projects are managed by the National Ozone Units (NOUs) through the Regional Networks. The Regional Network Coordinator provide guidance and the Information Clearinghouse staff may provide advice on the project design and implementation. UNEP encourages the regions to design projects in line with the “Global Communication Strategy for Compliance with the Montreal Protocol”.

To date, these projects have produced dozens of outputs in various languages, tailored to the public in different regions. These include for example:

- Posters and pamphlets
- National poster competitions for children
- Ozone related music CDs that promote ozone layer protection through a popular medium
- Video documentary highlighting the work done in a specific region by the respective ozone units
- Booklets describing regional efforts to implement the Montreal Protocol, including challenges and achievements
- Regional exhibition and side event at the WSSD in July 2002
- Database of awareness materials for a region
- Support for establishing a communication networks for regional journalists on the ozone issue and conducting related capacity-building.
- Agreements with regional press agencies to disseminate ozone layer depletion articles in newspapers
- Development and broadcast of regional radio bulletins

---

<sup>1</sup> 2001: GLO/SEV/32/TAS/224, 2002: GLO/SEV/37/TAS/241, 2003: GLO/SEV/39/TAS/247, 2004: GLO/SEV/42/TAS/255, 2005: GLO/SEV/45/TAS/262

- Development of video public service announcements for use at the local TV level.
- Engagement of the international news channels in ozone layer in diffusing ozone messages
- T-shirts and caps with ozone protection themes
- Children's educational books and related Teachers' Guide booklet with CD-ROM

### **Development of effective awareness materials (GLO/SEV/45/TAS/263)**

The objective of this project is to develop awareness materials that can be adapted locally to communicate the ozone issue through television, radio and printed materials, in particular, teaching aids for children. The awareness materials continue the Ozzy Ozone theme created in a children's video produced as a result of a similar project approved at the 30th Meeting.

The project is still ongoing, however the project outputs to date are:

- "Ozzy Ozone – Defender of Our Planet" illustrated booklet for children in English, French, Spanish, Russian (available at [http://www.uneptie.org/ozonation/library/mmc/lib\\_detail.asp?r=4310](http://www.uneptie.org/ozonation/library/mmc/lib_detail.asp?r=4310))
- Three television spots in English, French, Spanish (available at [http://www.uneptie.org/ozonation/library/video/tv\\_spots.html](http://www.uneptie.org/ozonation/library/video/tv_spots.html)).
- Two radio spots in English, French, Spanish (available at [http://www.uneptie.org/ozonation/library/video/radio\\_spots.html](http://www.uneptie.org/ozonation/library/video/radio_spots.html))
- Children's educational web site ([http://www.ozzyozone.org/index\\_content.html](http://www.ozzyozone.org/index_content.html))

UNEP disseminated some of these materials at the International Children's Summit on the Environment (Aichi, Japan, 26-29 July 2005) and organized an ozone protection workshop during the conference. UNEP disseminated materials to National Ozone Units for use in their national celebrations of International Day for the Preservation of the Ozone Layer on 16 September 2005.

The teaching aids (didactic materials for teachers) is drafted and expected to be completed before end 2005.



## **USE OF PROGRAMMATIC FUNDS IN 2005**

### **Africa**

Approved funding: US\$ 50,000

#### ***Survey on methyl bromide consumption and preparation of an action plan for methyl bromide phase out in Mozambique***

The Government of Mozambique requested assistance to conduct a survey of methyl bromide consumption in the country. Mozambique has compliance problems with this substance. After consultations with UNDP a Memorandum of Understanding for US\$10,000 was signed with the Ministry for Coordination of Environmental Affairs of Mozambique. The survey is completed and its report is available from UNEP CAP. Draft action plan has been prepared and is being reviewed.

#### ***Consultations with sub-regional organizations to discuss the harmonization of ODS related regulations***

The consultations were held with representatives of SADC member countries and EAC Regional Intelligence Liaison Office (RILO). A project document on the harmonization of ODS regulations of countries of the sub-region was agreed upon by all participating organizations and finalised. The cost of activity was US\$ 12,000. The project was approved by ExCom and its implementation is ongoing.

#### ***Regional Survey on CTC/TCA consumption in selected African countries***

A Memorandum of Understanding with the Cleaner Production Center of Uganda at the amount of US\$ 10,000 was concluded to undertake a pilot national CTC/TCA survey and develop guidelines and format for similar surveys in other countries. Memoranda of Understanding for CTC/TCA survey in three other countries across the region (US\$ 5,000 for each MoU) are being negotiated.

### **Latin America and the Caribbean**

Approved funding: US\$ 10,000

#### ***Caribbean ODS Solvent Support Facility***

A Memorandum of Understanding was signed between the UNEP/ROLAC and the University of West Indies in Barbados at the amount of US\$ 10,000 to collaborate on the establishment of a Caribbean ODS Solvent Support Facility for the English-speaking Caribbean countries. The Facility is to be located in the University. The purpose of the ODS Solvent Support Facility is to provide information, technical support and advice to regional stakeholders relating to inventories of ODS solvent uses.

### **Asia and the Pacific**

Approved funding: US\$ 10,000

### ***Manual for new National Ozone Officers***

A manual for new National Ozone Officers is being developed by UNEP/ROAP to help newly recruited civil servants efficiently assume their duty to implement national ODS phase-out programmes. It is expected to release the manual during the 17th Meeting of the Parties to the Montreal Protocol. The funds at the amount of US\$ 5,000 were used to get advice and assistance from Mr. K. Sarma in preparing this manual and interfacing with NOUs during the meeting of the Open-Ended Working Group (OEWG).

### ***Advice on ISPM 15 implementation***

The funds at the amount of US\$ 5,000 were used to provide advice and assist countries in Asia and the Pacific to better understand issues related to the implementation of ISPM 15 and other methyl bromide phase-out challenges. Particular attention was focused on those countries where methyl bromide use could increase (Bangladesh, Nepal, India and Sri Lanka), putting the countries at risk of non-compliance due to this application. Technical expertise of Dr. Jonathan Banks, MBTOC co-chair, was engaged for this specific activity.

### **Europe and Central Asia**

Approved funding: US\$ 15,000

### ***Revision of national ODS legislation***

The funds are planned to be used to provide assistance to selected countries (Kyrgyzstan, Moldova and Romania) in revising and improving national legal instruments.

It is planned to establish contractual arrangements and initiate activities before the end of 2005.

### **West Asia**

### ***Update of national vocational curricula with regard to the use of ODS and their alternatives***

The West Asia Network of Ozone Officers identified the update of national vocational curricula with regard to the use of ODS and its alternatives among the regional priorities for 2005-2006. This new activity will be implemented using the following approach:

1. Organizing a sub-regional meeting to explore update requirements and create a plan for upgrading the vocational curricula in Al-Mashrek countries (Jordan, Lebanon, Syria, and Yemen).
2. Organizing a sub-regional meeting to explore update requirements and create a plan for upgrading the vocational curricula in the Gulf Cooperation Council countries (Bahrain, Kuwait, Oman, Qatar, Saudi Arabia and UAE).
3. Follow-up on the implementation of the plans put in place, on national and sub-regional levels.

The programmatic funds are planned to be used to launch this activity and held a first pilot sub-regional consultation and preparation of an action plan.

United Nations  Nations Unies

INTEROFFICE MEMORANDUM      MEMORANDUM INTÉRIEUR

UNITED NATIONS OFFICE AT NAIROBI

BUDGET AND FINANCIAL MANAGEMENT SERVICE (BFMS)

TO: Mr. Rajendra Shende  
A: Head, OzonAction Branch, UNEP DTIE

DATE: 14 October 2005

RÉFÉRENCE: PM

THROUGH:  
S/C DE:

FROM: David G. Hastie, Deputy Director, DAS and  
DE: Chief, Budget and Financial Management Service, UNON

SUBJECT:  
OBJET: Response to ExCom Decision 44/27

With reference to paragraph 3 of Tony Hetherington's fax dated 10 October 05 on the above-mentioned decision: please forward the following response to the MF Secretariat:

1. The previous UNEP report on the use of programme support cost (PSC) income was submitted to the 40<sup>th</sup> Meeting of the Executive Committee (ExCom) and highlighted the following issues:
  - The average UNEP PSC income on Multilateral Fund (MF) activities was 9.6% of expenditure with a declining tendency,
  - The total costs for administrative support of MF activities was steadily increasing,
  - Due to the disparate development between income and costs, the ExCom should consider either increasing the PSC percentage, or direct funding of administrative services.
2. The below table details the actual expenditure and PSC income for UNEP's OzonAction programme in 2004:

[USD Thousand]	Net Expenditure	PSC	PSC as % of expenditure
IM Trust Fund*	11,462	1,020	8.9%
Other (bilateral contributions)	497	62	12.4%
Total OzonAction	11,959	1,082	9.1%
of which CAP	6,316	505	8.0%

\*UNEP's Trust Fund for Implementation of Multilateral Fund activities

3. As is evident from the table, the average PSC income for UNEP for MF related activities has dropped further since the last report (from 9.6% to 9.1%).
4. At the same time, the cost for administering the MF activities has continued to rise and our calculations, based on apportioning staff time and other resources, show that it reached an overall level of approximately USD 1.1 million in 2004. Please note, however, that it is not possible to detail staff time in CAP and non-CAP related work for the MF activities.